RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 16357
Numéro SIREN : 821 511 128
Nom ou dénomination : PLANITY

Ce dépôt a été enregistré le 23/11/2020 sous le numéro de dépôt 122011

PLANITY
Société par actions simplifiée au capital de 331.750 euros
Siège social : 5-7, rue Saint-Fiacre, 75002 Paris
821 511 128 R.C.S. Paris

(la « Société »)

ASSEMBLEE GENERALE DES ASSOCIES
DU 12 NOVEMBRE 2020

PROCES-VERBAL

Le 12 novembre 2020, à 10 heures, les associés de la société PLANITY, se sont réunis en assemblée générale, par voie de conférence téléphonique, ainsi que le permettent les dispositions de l'article 5 de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020.

Il a été établi une feuille de présence mentionnant les associés présents par téléphone et à laquelle ont été annexés les pouvoirs des associés représentés par des mandataires et les formulaires de vote par correspondance.

L'assemblée est présidée par Antoine Puymirat en sa qualité de président de la Société.

Le cabinet Vendôme Audit et Conseil, commissaire aux comptes dûment convoqué, est absent et excusé.

Les représentants du comité social et économique, sont absents et excusés.

La feuille de présence, certifiée exacte par le président, permet de constater que les associés présents par téléphone ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote et qu'en conséquence l'assemblée est ainsi régulièrement constituée pour délibérer valablement.

Le président dépose ensuite sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée :

- les copies des lettres de convocation à l'assemblée adressées aux associés,

- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation à l'assemblée adressée au commissaire aux comptes,

- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation à l'assemblée adressé aux représentants du comité social et économique,

- la feuille de présence à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés par des mandataires et les formulaires de vote par correspondance,

- les statuts de la Société,

- le rapport du président,

- le texte du projet de résolutions présenté par le président.

Puis le président déclare que les documents visés ci-après ont été tenus à la disposition des associés au même lieu depuis la convocation de l'assemblée :

- le texte du projet de résolutions présenté par le président, et

- le rapport du président.

L'assemblée lui donne acte de ses déclarations.

Le président rappelle ensuite que l'assemblée est donc appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- extension de l'objet social et modification corrélative de l'article 2 des statuts de la Société,

- pouvoir pour les formalités.

Puis, le président donne lecture du rapport du président.

Enfin, le président déclare la discussion ouverte.

Le président déclare se tenir à la disposition de l'assemblée pour fournir à ceux des membres qui le désirent, toutes explications et précisions nécessaires ainsi que pour répondre à toutes observations qu'ils pourraient juger utiles de présenter.

Personne ne demandant la parole, le président met aux voix les résolutions figurant à l'ordre du jour.

Première résolution

Extension de l'objet social et modification corrélative de l'article 2 des statuts de la Société

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les statuts,

décide, dans le cadre du lancement d'une plateforme e-commerce PLANITY, de modifier l'objet social de la Société afin d'y inclure les activités de commerce de détail, commerce de gros et vente à distance,

décide en conséquence de modifier l'article 2 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

« La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- *la conception, l'exploitation, le développement, l'administration, le référencement et/ou la promotion de tout site Internet, portail numérique ou autres canaux numériques dédiés à la prise de rendez-vous en ligne, l'organisation d'agenda et/ou l'intermédiation entre clients et professionnels ;*

- *le commerce de détail, le commerce de gros et la vente à distance de tous produits,*

- *la conception, la diffusion et la réalisation de campagnes publicitaires de publicités dans les journaux et les périodiques, à la radio et à la télévision, sur Internet et dans tous types de médias ;*

- *l'édition, la conception et l'exploitation de logiciels et la fourniture de services liés à l'objet social, que ce soit par l'intermédiaire de services Internet accessibles à partir d'un ordinateur et d'une ligne de communication, ou d'un téléphone mobile et d'une connexion téléphonique donnant accès à Internet ;*

- *la réalisation de campagnes de marketing et d'autres services publicitaires destinés à attirer et fidéliser les consommateurs, la promotion de produits, le marketing dans les points de vente et le conseil en marketing ;*

- *la recherche, le développement, l'invention, le dépôt, l'étude, l'acquisition, la concession de tous brevets, licences, procédés, marques de fabrique et protection de connaissances spécialisées se rattachant ou se rapportant d'une façon quelconque à l'univers de la beauté et/ou de la coiffure ;*

- *l'acquisition, la souscription, la détention, la gestion et la cession, sous toute forme, de toute part sociale et de tout titre financier dans toutes sociétés ou entités juridiques, créées ou à créer, françaises ou étrangères ; et*

- *généralement, toutes opérations mobilières ou immobilières, industrielles, commerciales ou financières se rattachant directement ou indirectement à ce qui précède ou à tous objets similaires ou connexes, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation. »*

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution
Pouvoir pour formalités

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les statuts,

confère tous pouvoirs au porter d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le président.



Antoine Puymirat

PLANITY

Société par actions simplifiée au capital de 331.750 euros
Siège social : 5-7, rue Saint-Fiacre, 75002 Paris
821 511 128 RCS Paris

(la « **Société** »)

STATUTS

Statuts mis à jour des décisions prises par l'assemblée générale du 12 novembre 2020



Le Président
Antoine Puymirat

TITRE I
DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. FORME

La Société est une société par actions simplifiée, régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts.

La Société fonctionne indifféremment avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2. DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale : « **Planity** ».

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société et destinés aux tiers, doit figurer l'indication de la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 3. OBJET SOCIAL

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- la conception, l'exploitation, le développement, l'administration, le référencement et/ou la promotion de tout site Internet, portail numérique ou autres canaux numériques dédiés à la prise de rendez-vous en ligne, l'organisation d'agenda et/ou l'intermédiation entre clients et professionnels ;

- le commerce de détail, le commerce de gros et la vente à distance de tous produits,

- la conception, la diffusion et la réalisation de campagnes publicitaires de publicités dans les journaux et les périodiques, à la radio et à la télévision, sur Internet et dans tous types de médias ;

- l'édition, la conception et l'exploitation de logiciels et la fourniture de services liés à l'objet social, que ce soit par l'intermédiaire de services Internet accessibles à partir d'un ordinateur et d'une ligne de communication, ou d'un téléphone mobile et d'une connexion téléphonique donnant accès à Internet ;

- la réalisation de campagnes de marketing et d'autres services publicitaires destinés à attirer et fidéliser les consommateurs, la promotion de produits, le marketing dans les points de vente et le conseil en marketing ;

- la recherche, le développement, l'invention, le dépôt, l'étude, l'acquisition, la concession de tous brevets, licences, procédés, marques de fabrique et protection de connaissances spécialisées se rattachant ou se rapportant d'une façon quelconque à l'univers de la beauté et/ou de la coiffure ;

- l'acquisition, la souscription, la détention, la gestion et la cession, sous toute forme, de toute part sociale et de tout titre financier dans toutes sociétés ou entités juridiques, créées ou à créer, françaises ou étrangères ; et

- généralement, toutes opérations mobilières ou immobilières, industrielles, commerciales ou financières se rattachant directement ou indirectement à ce qui précède ou à tous objets similaires ou connexes, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.

ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au : **5-7, rue Saint-Fiacre, 75002 Paris**.

Il peut être transféré en tout autre lieu de la région Ile-de-France par décision du Président, lequel est habilité dans ce cas à modifier les statuts en conséquence. Tout autre transfert est décidé par les associés dans les conditions de quorum et de majorité stipulées à l'ARTICLE 16.

ARTICLE 5. DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée est prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le président doit provoquer une décision collective des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

TITRE II
CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **TROIS CENT TRENTE-ET-UN MILLE SEPT CENT CINQUANTE EUROS (331.750 €).**

Il est divisé en **TRENTE-TROIS MILLE CENT SOIXANTE QUINZE (33.175) actions d'une valeur nominale de DIX EUROS (10€)** chacune intégralement libérées réparties en :

- 10.017 actions ordinaires (les **« Actions Ordinaires »**) ;
- 4.640 actions de préférence de catégorie P1 (les **« Actions P1 »**) ;
- 505 actions de préférence de catégorie P1' (les **« Actions P1' »**) ;
- 6.057 actions de préférence de catégorie P2 (les **« Actions P2 »**) ; et
- 11.956 actions de préférence de catégorie P3 (les « **Actions P3** »).

ARTICLE 7. MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16, sous réserve du respect des pouvoirs du Comité Stratégique.

Les associés peuvent déléguer au président de la Société les pouvoirs ou la compétence nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, une augmentation ou une réduction du capital.

Il peut être créé des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent, dans le respect des dispositions légales en vigueur.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes *au prorata* de leur participation dans le capital de la Société dans les conditions légales. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. De plus, les associés peuvent supprimer le droit préférentiel de souscription, en tout ou partie, par une décision collective des associés dans les conditions légales.

Il est également précisé que :

- en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves ou attribution d'actions gratuites, les actions attribuées en vertu des droits attachés aux actions d'une catégorie seront elles-mêmes des actions de la même catégorie ;

- dans l'hypothèse de regroupement ou division de la valeur nominale des actions de la Société ou autres opérations équivalentes, les actions attribuées au titre des actions d'une catégorie seront des actions de la même catégorie ;

- les actions nouvelles souscrites par un Associé par exercice d'un droit préférentiel de souscription entreront dans la catégorie d'actions au titre desquelles a été exercé le droit préférentiel de souscription, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par l'assemblée générale qui autorisera l'augmentation de capital,

- en cas d'émission d'actions nouvelles souscrites par un Associé ou un tiers par renonciation à des droits préférentiels de souscription en sa faveur ou par acquisition desdits droits, ces actions nouvelles seront de la catégorie des actions au titre desquelles le droit préférentiel de souscription aura été ainsi exercé par l'Associé ou le tiers en question, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par l'assemblée générale autorisant l'augmentation de capital.

ARTICLE 8. INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix du mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à une action appartient à l'usufruitier dans le cadre des décisions collectives ordinaires et au nu-propriétaire dans le cadre des décisions collectives extraordinaires ou devant être prise à une majorité supérieure à celle des décisions ordinaires, sauf répartition différente de l'exercice du droit de vote décidée entre eux et notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société.

ARTICLE 9. TRANSMISSION DES ACTIONS / FORME DES ACTIONS / COMPTABILITE DES TITRES

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription dans une comptabilité de titres tenue par la Société ou par un mandataire au travers d'un registre de mouvement de titres sur lequel sont enregistrés dans l'ordre chronologique les mouvements affectant les actions et de fiches individuelles pour chacun des associés faisant apparaître, par catégorie, les valeurs mobilières détenues par celui-ci à tout moment. Ces documents peuvent être tenus de manière électronique par la Société. La catégorie de l'action, ordinaire ou de préférence, détenue par un associé fera l'objet d'une mention spéciale dans les comptes individuels d'associés.

Sauf stipulations extra statutaires, les transmissions d'actions sont libres.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire.

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par la Société à tout associé qui en fait la demande.

ARTICLE 10. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

10.1. Dispositions communes

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'elle passe notamment les droits consentis aux Actions P1, aux Actions P1', aux Actions P2 et aux Actions P3 sont attachés respectivement aux Actions P1, aux Actions P1', aux Actions P2 et aux Actions P3 (ci-après dénommées ensemble les « Actions de Préférence ») et bénéficient aux titulaires successifs desdites actions.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions collectives des associés.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent à leur porteur aucun droit contre la Société, les associés ayant à faire leur affaire personnelle du groupement d'actions nécessaire.

Chaque action donne droit, dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente, sous réserve des droits attachés aux Actions de Préférence tels que décrits à l'article 23.

Elle donne en outre droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication des documents sociaux visés par les présents statuts ainsi que ceux expressément prévus par la loi.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les Actions de Préférence bénéficient, chacune, en complément des droits attachés aux actions ordinaires, et à titre permanent, d'une clause de répartition préférentielle ; les Actions P3 bénéficiant également d'un dividende préciputaire et cumulatif et d'un mécanisme dit de *narrow based weighted average ratchet* en cas d'émission de nouveaux titres de la Société.

10.2. Répartition préférentielle

Dans les cas où la Société ferait l'objet d'une Vente, d'une Liquidation, d'une Cession d'Actifs ou dans le cas où les actions de la Société feraient l'objet d'une Fusion, d'un Apport ou d'une Cotation (tels que ces termes sont définis à l'Article 10.2.1 et désignés ensemble comme l'"**Opération**"), les associés conviennent de procéder à une répartition particulière de la contrepartie globale résultant pour eux d'une telle Opération. Ces règles de répartition préférentielle et l'ordre de priorité retenu ont été définis en tenant compte des apports et autres contreparties financières consenties à la Société par les titulaires d'Actions de Préférence lors de la souscription.

10.2.1. Définitions

Les termes et expressions qui suivent auront, pour les besoins des articles 10.2 et 23, toutes les fois qu'ils débuteront par une majuscule, qu'ils soient employés au singulier ou au pluriel, au masculin ou au féminin, la signification qui leur est donnée ci-après :

« Apport »	A le sens qui lui est donné à l'article 10.2.3.
« Cédant »	Désigne, individuellement, un associé participant à la Vente ;
« Cession d'Actifs »	A le sens qui lui est donné à l'article 10.2.5
« Contrôle »	Désigne le contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ;
« Cotation »	A le sens qui lui est donné à l'article 10.5.
« Fusion »	Désigne toute opération d'apport d'un nombre d'actions de la Société représentant plus de cinquante pour cent (50 %) du capital de la Société à un associé ou à un tiers ou d'absorption de la Société par voie de fusion (y compris par voie d'échange de titres) ;
« Liquidation »	A le sens qui lui est donné à l'article 10.2.5.
« Participant à la Fusion ou à l'Apport »	Désigne, individuellement, un associé participant à la Fusion ou à l'Apport ;
« Préférence P1 »	Désigne un montant par Action P1 égal à 250 euros, sous réserve d'ajustement permettant de refléter tout regroupement ou division d'actions intervenant après le 21 juillet 2020 et, le cas échéant, augmenté du montant des dividendes votés mais non encore versés au titre de ladite Action P1 ;

« Préférence P1' »	Désigne un montant par Action P1' égal à 397 euros, sous réserve d'ajustement permettant de refléter tout regroupement ou division d'actions intervenant après le 21 juillet 2020 et, le cas échéant, augmenté du montant des dividendes votés mais non encore versés au titre de ladite Action P1' ;
« Préférence P2 »	Désigne un montant par Action P2 égal à 660,28 euros, sous réserve d'ajustement permettant de refléter tout regroupement ou division d'actions intervenant après le 21 juillet 2020 et, le cas échéant, augmenté du montant des dividendes votés mais non encore versés au titre de ladite Action P2 ;
« Préférence P3 »	Désigne un montant par Action P3 égal à 860 euros, sous réserve d'ajustement permettant de refléter tout regroupement ou division d'actions intervenant après le 21 juillet 2020 et, le cas échéant, augmenté (i) du montant des dividendes votés mais non encore versés au titre de ladite Action P3, et (ii) du montant de tout Dividende Préciputaire non voté et non versé et qui aurait pu l'être en application de l'article 10.4 (sauf opération de reclassement de titres intragroupe et sauf dérogation pouvant être donnée par des titulaires d'Actions P3 détenant ensemble au moins 60% des Actions P3) ;
« Prix Total »	Désigne le prix total de cession des actions cédées dans le cadre de la Vente ;
« Produit »	Désigne le prix de vente total à percevoir par les parties à la Vente ;
« Vente »	Désigne toute opération de cession à un ou plusieurs tiers ou associé(s) d'actions de la Société représentant plus de quarante pour cent (40%) du capital et des droits de vote de la Société. Sera assimilé à une Vente toute opération ayant pour effet un transfert à titre onéreux de manière immédiate ou différée, de la propriété (ou de la nue-propriété, ou de l'usufruit) de titres de la Société, étant précisé que les cas de fusion et d'apport font l'objet de stipulations spécifiques.

10.2.2. *Répartition du Produit en cas de Vente*

Dans le cas d'une Vente, le Produit sera réparti entre les Cédants de la manière suivante :

(a) Dans un premier temps, à tous les Cédants (sans distinction de la catégorie d'Actions détenues), au prorata du nombre d'Actions de la Société respectivement cédées par chacun d'eux dans le cadre de la Vente, à concurrence d'un montant égal à 15 % du Produit ;

(b) dans un deuxième temps, s'il existe un solde du Produit après répartition conformément au paragraphe (a), le solde sera réparti au profit des Cédants titulaires d'Actions P3, à concurrence, pour chaque Action P3 cédée dans le cadre

de la Vente, (x) du montant total de la Préférence P3, (y) diminué des sommes perçues par les Cédants titulaires d'Actions P3 au titre du paragraphe (a) ;

étant précisé que, dans le cas où le solde du Produit ne serait pas suffisant pour désintéresser tous les Cédants titulaires d'Actions P3 au titre de ce paragraphe (b), la répartition entre les Cédants titulaires d'Actions P3 sera faite au pro rata du montant que chacun d'eux aurait dû recevoir au titre de ce paragraphe (b) sur le montant que l'ensemble des Cédants titulaires d'Actions P3 auraient dû recevoir au titre de ce paragraphe (b) ;

(c) dans un troisième temps, s'il existe un solde du Produit après répartition conformément aux paragraphes (a) et (b), le solde sera réparti au profit des Cédants titulaires d'Actions P2, à concurrence, pour chaque Action P2 cédée dans le cadre de la Vente, (x) du montant total de la Préférence P2, (y) diminué des sommes perçues par les Cédants titulaires d'Actions P2 au titre du paragraphe (a) ;

étant précisé que, dans le cas où le solde du Produit ne serait pas suffisant pour désintéresser tous les Cédants titulaires d'Actions P2 au titre de ce paragraphe (c), la répartition entre les Cédants titulaires d'Actions P2 sera faite au pro rata du montant que chacun d'eux aurait dû recevoir au titre de ce paragraphe (c) sur le montant que l'ensemble des Cédants titulaires d'Actions P2 auraient dû recevoir au titre de ce paragraphe (c) ;

(d) dans un quatrième temps, s'il existe un solde du Produit après répartition conformément aux paragraphes (a), (b) et (c), le solde sera réparti au profit des Cédants titulaires d'Actions P1 et/ou d'Actions P1', à concurrence, (i) pour chaque Action P1 cédée dans le cadre de la Vente, (x) du montant total de la Préférence P1, (y) diminué des sommes perçues par les Cédants titulaires d'Actions P1 au titre du paragraphe (a) et (ii) pour chaque Action P1' cédée dans le cadre de la Vente, (x) du montant total de la Préférence P1', (y) diminué des sommes perçues par les Cédants titulaires d'Actions P1' au titre du paragraphe (a) ;

étant précisé que, dans le cas où le solde du Produit ne serait pas suffisant pour désintéresser tous les Cédants titulaires d'Actions P1 et d'Actions P1' au titre de ce paragraphe (d), la répartition entre les Cédants titulaires d'Actions P1 et d'Actions P1' sera faite au pro rata du montant que chacun d'eux aurait dû recevoir au titre de ce paragraphe (d) sur le montant que l'ensemble des Cédants titulaires d'Actions P1 et d'Actons P1' auraient dû recevoir au titre de ce paragraphe (d) ;

(e) dans un cinquième temps, s'il existe un solde du Produit après répartition conformément aux paragraphes (a), (b), (c) et (d), le solde sera réparti au profit de l'ensemble des Cédants, au prorata du nombre d'actions respectivement cédées par chacun d'eux dans le cadre de la Vente sans distinction selon la catégorie à laquelle ces actions appartiennent.

Si le Produit n'est pas entièrement payé en numéraire :

- la valorisation des biens offerts en contrepartie de la Vente sera déterminée d'un commun accord entre les Cédants ou, en cas de désaccord entre eux, fixée par expert désigné d'un commun accord entre elles ou, à la demande de la partie la plus diligente, par ordonnance du président du tribunal de commerce dans le ressort duquel est situé le siège social de la Société statuant en la forme des référés et sans recours possible, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil ;

- la répartition préférentielle susvisée sera appliquée à la fois pour la partie payée en numéraire et pour celle payée en actif ou en titres.

Si le Produit est payé en plusieurs fois, avec ou sans conditions, chaque tranche sera répartie à mesure de son paiement effectif entre les associés, selon la répartition préférentielle susvisée, de sorte que les bénéficiaires d'une étape donnée de ladite répartition seront servis à hauteur de la totalité de leurs droits avant les bénéficiaires d'une étape suivante.

10.2.3. Répartition préférentielle en cas d'apport ou de fusion

Dans le cas où des titres représentant au moins 50% du capital social et des droits de vote de la Société feraient l'objet d'un apport (un « **Apport** ») ou en cas d'une Fusion à l'issue de laquelle les associés qui détenaient le Contrôle de la Société immédiatement avant la Fusion ne détiendraient pas le Contrôle de la société bénéficiaire de l'apport ou absorbante (dans chaque cas, ci-après l'« **Absorbante** »), les actions émises par l'Absorbante ou la bénéficiaire, selon le cas, (ci-après désignées les « ***Actions Nouvelles*** ») en échange des Actions détenues par les Participants à la Fusion ou à l'Apport, selon le cas, seront réparties *mutatis mutandis* conformément aux règles prévues à l'article 10.2.2.

Il est précisé qu'en cas de rompus, le nombre d'Actions Nouvelles devant être reçu par un Participant à la Fusion ou à l'Apport sera arrondi au nombre entier immédiatement inférieur.

Le prix ou la valeur de marché de chaque Action Nouvelle sera déterminé par le Comité Stratégique conformément à l'article 14.5(f) préalablement à l'approbation du traité de Fusion ou d'Apport. Au cas où cette décision ne pourrait pas être obtenue dans les 15 jours à compter de sa première discussion au sein du Comité Stratégique, ce dernier aura l'obligation de désigner dans les meilleurs délais, à titre d'expert, une banque d'affaire de bonne réputation nationale ou internationale ayant une bonne connaissance du secteur d'activité de la Société, aux fins d'évaluation de l'Absorbante et de détermination de la valeur de marché d'une Action Nouvelle. Les associés seront liés par les conclusions et évaluations de la banque d'affaires ainsi désignée à titre d'expert.

Dans l'hypothèse où les Actions Nouvelles ne pourraient pas être réparties selon les règles particulières ci-dessus, les parties concernées devront, préalablement à la Fusion, céder aux titulaires d'Actions de Préférence, pour un prix unitaire de 1 euro, le nombre d'actions nécessaires afin que les titulaires d'Actions de Préférence reçoivent le nombre d'Actions Nouvelles correspondant à ce qu'ils auraient reçu si les règles particulières ci-dessus avaient pu être appliquées.

Le traité de Fusion ou d'apport relatif à la Fusion ou à l'Apport, selon le cas, ne pourra être approuvé par les organes compétents de la Société et signé en son nom que s'il inclut les stipulations nécessaires à la mise en œuvre et à l'application stricte du présent Article.

10.2.4. Répartition préférentielle en cas de Cotation

L'ensemble des Actions de Préférence seront par ailleurs automatiquement converties en un nombre d'actions ordinaires calculé en application des formules suivantes en cas de Cotation réalisée sur la base d'une valeur totale *pre money* retenue par l'organe social compétent inférieure à 70 millions d'euros sur une base pleinement diluée, préalablement à la réalisation définitive de ladite Cotation :

$$\mathbf{X_{AOP1} = P_1 * A / (V-P)}$$

$$X_{AOP1'} = P_{1'} * A / (V-P)$$

$$X_{AOP2} = P2 * A / (V-P)$$

$$X_{AOP3} = P3 * A / (V-P)$$

où :

A = 100% du nombre d'actions émises par la Société à l'exclusion de l'ensemble des Actions de Préférence.

V = valeur totale *pre money* retenue par l'organe social compétent dans le cadre de la Cotation. A défaut pour ledit organe social d'avoir retenu un prix définitif/maximum, cette valeur totale *pre money* sera calculée sur la base du milieu de la fourchette indicative de prix retenue par cet organe social dans le cadre de la Cotation.

P_1 = montant devant être perçu au titre de l'ensemble des Actions P1 en cas d'application de l'article 10.2.2 ci-dessus « Répartition du Produit en cas de Vente » dans l'hypothèse d'une cession de 100% des actions de la Société pour un Produit égal à **V**.

$P_{1'}$ = montant devant être perçu au titre de l'ensemble des Actions P1' en cas d'application de l'article 10.2.2 ci-dessus « Répartition du Produit en cas de Vente » dans l'hypothèse d'une cession de 100% des actions de la Société pour un Produit égal à **V**.

P_2 = montant devant être perçu au titre de l'ensemble des Actions P2 en cas d'application de l'article 10.2.2 ci-dessus « Répartition du Produit en cas de Vente » dans l'hypothèse d'une cession de 100% des actions de la Société pour un Produit égal à **V**.

P_3 = montant devant être perçu au titre de l'ensemble des Actions P3 en cas d'application de l'article 10.2.2 ci-dessus « Répartition du Produit en cas de Vente » dans l'hypothèse d'une cession de 100% des actions de la Société pour un Produit égal à **V**.

P = montant devant être perçu au titre de l'ensemble des actions de préférence (Actions P1, Actions P1', Actions P2 et Actions P3) en cas d'application de l'article 10.2.2 ci-dessus « Répartition du Produit en cas de Vente » dans l'hypothèse d'une cession de 100% des actions de la Société pour un Produit égal à **V**.

X_{AOP1} = nombre total des actions ordinaires émises suite à la conversion de l'ensemble des Actions P1 en application du présent article 10.2.4.

$X_{AOP1'}$ = nombre total des actions ordinaires émises suite à la conversion de l'ensemble des Actions P1' en application du présent article 10.2.4.

X_{AOP2} = nombre total des actions ordinaires émises suite à la conversion de l'ensemble des Actions P2 en application du présent article 10.2.4.

X_{AOP3} = nombre total des actions ordinaires émises suite à la conversion de l'ensemble des Actions P3 en application du présent article 10.2.4.

Il doit ensuite être appliqué la formule suivante pour déterminer le nombre d'actions ordinaires revenant à chaque titulaire d'Actions de Préférence :

$$Si_{P1} / P_1 * X_{AOP1} + Si_{P1'} / P_{1'} * X_{AOP1'} + Si_{P2} / P_2 * X_{AOP2} + Si_{P3} / P_3 * X_{AOP3}$$

où :

Si $_{P1}$ = montant devant être perçu par ledit titulaire d'actions de préférence au titre de l'ensemble de ses Actions P1 (s'il en détient) en cas d'application de l'article 10.2.2 ci-dessus « Répartition du Produit en cas de Vente » dans l'hypothèse d'une cession de 100% des actions de la Société pour un Produit égal à **V**.

Si $_{P1'}$ = montant devant être perçu par ledit titulaire d'actions de préférence au titre de l'ensemble de ses Actions P1' (s'il en détient) en cas d'application de l'article 10.2.2 ci-dessus « Répartition du Produit en cas de Vente » dans l'hypothèse d'une cession de 100% des actions de la Société pour un Produit égal à **V**.

Si $_{P2}$ = montant devant être perçu par ledit titulaire d'actions de préférence au titre de l'ensemble de ses Actions P2 (s'il en détient) en cas d'application de l'article 10.2.2 ci-dessus « Répartition du Produit en cas de Vente » dans l'hypothèse d'une cession de 100% des actions de la Société pour un Produit égal à **V**.

Si $_{P3}$ = montant devant être perçu par ledit titulaire d'actions de préférence au titre de l'ensemble de ses Actions P3 (s'il en détient) en cas d'application de l'article 10.2.2 ci-dessus « Répartition du Produit en cas de Vente » dans l'hypothèse d'une cession de 100% des actions de la Société pour un Produit égal à **V**.

Etant précisé que si le résultat de la formule ci-dessus n'était pas un nombre entier, le nombre sera arrondi au nombre entier le plus proche (0,50 étant arrondi au nombre entier supérieur).

Les actions ordinaires résultant de la conversion des actions de préférence, seront émises, à leur valeur nominale, par la Société au profit de chaque titulaire d'actions de préférence qui en formulerait la demande ; étant précisé que, en ce qui concerne la conversion des Actions P3, le prix correspondant sera libéré par chacun des titulaires d'Actions P3 à due concurrence par une incorporation de la prime d'émission versée par lui lors de la souscription de ses Actions P3 (les associés de la Société ayant décidé en assemblée d'affecter cette prime à un compte de réserve indisponible à cette fin, la rendant indisponible pour tout autre usage sans l'accord préalable des titulaires d'Actions P3 concernés).).

Les actions ordinaires issues de la conversion des Actions de Préférence seront soumises à toutes les dispositions légales, statutaires et conventionnelles et porteront jouissance sous leur nouvelle forme à compter du jour de leur conversion et auront donc droit immédiatement à tout dividende mis en distribution à partir de cette date.

10.2.5. Répartition préférentielle en cas de liquidation – Cession d'Actifs

En cas de liquidation amiable ou judiciaire de la Société (la « **Liquidation** »), le boni de liquidation après extinction du passif, paiement des frais de liquidation et remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions et, plus généralement, après tout paiement prioritaire imposé par la loi et les règlements applicables est réparti entre les associés en respectant les règles de répartition visées à l'Article 10.2.2 ci-dessus, *mutatis mutandis*.

En cas de (i) cession ou de licence portant sur des actifs de la Société ou (ii) (a) d'engagement de céder ou de donner toute licence de droits ou (b) de cession ou de licence de droits de propriété intellectuelle de la Société, représentant au moins 50% de la valeur comptable des actifs immobilisés de la Société, tels que ces actifs immobilisés seraient valorisés au sein des derniers comptes sociaux approuvés par l'assemblée générale annuelle des associés (une "**Cession**

d'Actifs"), il sera procédé à la distribution de l'intégralité des sommes ou biens reçus en contrepartie de la Cession d'Actifs (nets des frais de cession et des impôts et taxes, supportés par la Société à raison de cette Cession d'Actifs) qui seront répartis *mutatis mutandis* entre les associés par application de la répartition préférentielle visée ci-dessus à l'Article 10.2.2.

Le principe visé ci-avant (répartition *mutatis mutandis* du produit entre les associés par application des règles de répartition visées à l'Article 10.2.2 ci-dessus) sera applicable dans les mêmes conditions en cas de rachat d'actions par la Société ou réduction du capital de la Société non motivée par des pertes donnant lieu à une distribution au profit d'un ou plusieurs associés de toute somme dès lors que le montant de cette distribution (ou son équivalent en valeur) est supérieur ou égal à 50% de la valeur comptable des actifs immobilisés de la Société (tels que ces actifs immobilisés seraient valorisés au sein des derniers comptes sociaux approuvés par l'assemblée générale annuelle des associés.

10.3. Clause de « Ratchet » - Relution des titulaires d'Actions P3

10.3.1. En cas de réalisation, avant le 21 juillet 2025, de toute émission de titres de la Société réalisée sur la base d'un prix de souscription unitaire inférieur au prix de souscription unitaire des Actions P3 émises en date du 21 juillet 2020 (ci-après une « **Emission** ») chaque titulaire d'Actions P3 bénéficiera du droit permanent de ramener le prix de revient unitaire de ses Actions P3 à un prix moyen pondéré calculé notamment sur la base de la valeur unitaire des titres de la Société retenue pour ladite Emission.

Il est expressément précisé que ne constitue pas une « Emission » : (a) toute émission de titres résultant de l'attribution d'actions à titre gratuit, de l'exercice d'options de souscription d'actions ou de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise ou de bons de souscription d'actions au profit de dirigeants et/ou de salariés et/ou consultants et/ou membres de tout comité de la Société et ayant un objectif d'intéressement ; ou (b) toute émission d'actions (i) à titre de distributions de dividendes en actions ou (ii) résultant de l'incorporation de postes de réserves, primes etc. au capital, lesquelles sont alors attribuées gratuitement à l'ensemble des associés de la Société ; ou (c) toute émission d'actions nouvelles issue de la mise en œuvre d'un mécanisme Ratchet au moment de la mise en œuvre de l'Émission.

10.3.2 Cet ajustement de la participation de chaque titulaire d'Actions P3 se fera par conversion des Actions P3 qu'il détient en nouvelles Actions P3 dites « Actions P3' ».

Chaque titulaire pourra ainsi convertir l'ensemble des Actions P3 qu'il détient (« NAP_{P3} ») en un nombre d'Actions P3' (« $NAP_{P3'}$ ») calculé comme suit :

$$NAP_{P3'} = NAP_{P3} * R_{APR}$$

$$R_{APR} = PE/PU \text{ pondéré}$$

étant précisé que :

- en cas d'exercices successifs du présent mécanisme Ratchet et ainsi d'applications successives des formules ci-dessus :
    - $NAP_{P3'}$ correspondra au nombre de nouvelles actions de préférence obtenues par conversion des actions de préférence existantes détenues par le titulaire concerné (par exemple, le nombre d'Actions P3'' obtenu par conversion des Actions P3' détenues par le titulaire concerné, le nombre d'Actions P3''' obtenu par conversion des Actions P3'' détenues par le titulaire concerné…),

- NAP $_{P3}$ restera inchangé et sera toujours égal au nombre d'Actions P3 initialement souscrites par le titulaire concerné, et
- la variable R_{APR} évoluera en fonction des différentes Emissions intervenues depuis la date de souscription initiale des Actions P3 et jusqu'à la date d'exercice du mécanisme *Ratchet*,

- si NAP $_{P3'}$ n'est pas un nombre entier, le nombre obtenu sera arrondi au nombre entier le plus proche.

PE et PU pondéré sont définis comme suit :

PE = valeur unitaire de souscription des Actions P3 lors de leur émission en date du 21 juillet 2020, tel qu'éventuellement ajusté pour tenir compte de tout regroupement ou division du nominal des actions de la Société.

PU pondéré = moyenne, pondérée par :

- le nombre total d'Actions P3 émises en date du 21 juillet 2020 (la « **Date de l' Investissement 2020** »), soit un nombre de 11.956 Actions P3, et
- le nombre d'actions nouvelles émises dans le cadre de toute Emission suivant la Date de l'Investissement 2020 et pouvant donner lieu à l'exercice du présent mécanisme Ratchet,

du prix unitaire de souscription des Actions P3 et des prix de souscription unitaires des actions nouvelles qui seraient émises dans le cadre de toute Emission intervenant après la Date de l'Investissement 2020, soit :

$$\text{PU pondéré} = \frac{(PE \times NE) + (Pi \times Ni) + (Pii \times Nii) + (Piii \times Niii) + (P[\ldots] \times N[\ldots]) + (Px \times Nx)}{NE + Ni + Nii + Niii + N[\ldots] + Nx}$$

PU pondéré sera arrêté à quatre chiffres après la virgule et, dans l'hypothèse où PU pondéré comprendrait plus de quatre chiffres après la virgule, la quatrième décimale ("T") sera arrondie par application des règles suivantes :

- lorsque la cinquième décimale est supérieure à 5, T sera égal à la décimale qui lui est immédiatement supérieure,
- lorsque la cinquième décimale est inférieure ou égale à 5, T demeurera inchangé.

Si PU pondéré est inférieur à la valeur nominale des actions de la Société, PU pondéré sera réputé être égal à la valeur nominale des actions de la Société.

Avec :

NE est égal à 11.956 et correspond au nombre d'Actions P3 nouvelles émises en date du 21 juillet 2020.

Pi, Pii, Piii, P[...] sont égaux au prix de souscription unitaire d'une action retenu à l'occasion, respectivement, de la première, deuxième, troisième, ...ième Emission réalisée postérieurement à la Date de l'Investissement 2020 et antérieurement à l'Emission Concernée et pouvant donner lieu à exercice du présent mécanisme Ratchet. Il est expressément précisé que Pi, Pii, Piii, P[...] seront calculés de la même façon que Px (application mutatis mutandis de la formule de calcul ci-dessous).

Ni, Nii, Niii, N[...] sont égaux au nombre d'actions émises au titre, respectivement, de la première, deuxième, troisième, ...ième Emission réalisée postérieurement à la Date de l'Investissement 2020

et antérieurement à l'Emission Concernée et pouvant donner lieu à exercice du présent mécanisme Ratchet.

Nx est égal au nombre d'actions nouvelles émises au titre de l'Emission Concernée à un prix de souscription unitaire égal à Px.

Px est égal au prix de souscription unitaire d'une action de la Société retenue pour l'Emission au titre de laquelle le présent mécanisme Ratchet est exercé (l'« **Emission Concernée** ») et est calculé comme suit :

$$Px = Vx / N totalx$$

Avec :

N totalx = 100% du nombre d'actions de la Société un instant de raison juridique avant la réalisation de l'Emission Concernée.

Vx = valeur totale « pre money » de N totalx retenue pour l'Emission Concernée.

Etant précisé que :

- dans l'hypothèse de l'émission de titres de la Société autres que des actions de la Société dans le cadre de l'Emission Concernée, Px sera réputé être (i) la somme du prix de souscription dudit titre de la Société et du prix de souscription de la ou des action(s) susceptible(s) d'être souscrite(s) sur présentation dudit titre divisée par (ii) le nombre d'actions susceptibles d'être souscrites sur présentation dudit titre) ; et
- Px sera arrondi au deuxième chiffre après la virgule.

10.3.3 Les Actions P3' résultant de la conversion des Actions P3 seront émises par la Société au profit de chaque titulaire d'Actions P3 qui en formulerait la demande pour un prix de souscription unitaire égal à leur valeur nominale. La souscription à l'augmentation de capital résultant de cette conversion (et correspondant à la fraction du nombre d'Actions P3 nouvelles supérieure au nombre d'Actions P3 existantes dont la conversion est ainsi réalisée) sera libérée par chacun des titulaires à due concurrence par une incorporation de la prime d'émission versée par lui lors de la souscription de ses Actions P3 (les associés de la Société ayant décidé en assemblée d'affecter la totalité de cette prime à cette fin, la rendant indisponible pour tout autre usage sans l'accord préalable des titulaires d'Actions P3 concernés).

Les droits préférentiels attachés à chaque Actions P3' seront identiques à ceux attachés initialement aux Actions P3 dans les mêmes termes et conditions, à savoir notamment le droit permanent de ramener le prix de revient unitaire des Actions P3' à un prix moyen pondéré calculé notamment sur la base de la valeur unitaire des Titres retenue pour toute nouvelle Emission intervenant après la conversion des Actions P3 en Actions P3', et ce par conversion desdites Actions P3', en nouvelles Actions P3''. Ainsi, le droit de conversion *ratchet* attaché aux Actions P3' pourra de nouveau être mis en œuvre par chaque titulaire d'Actions P3'.

Les nouvelles Actions P3'' ainsi créées bénéficieront du même droit de conversion en nouvelles actions de préférence dans les mêmes termes et conditions, et ainsi de suite. Lesdites actions nouvelles bénéficieront également, comme les Actions P3', de tous les autres droits de préférence attachés aux Actions P3 qui s'appliqueront *mutatis mutandis* auxdites actions nouvelles.

10.3.4 Il est expressément stipulé que le droit permanent prévu au présent article de ramener le prix de revient unitaire des Actions P3 à un prix moyen pondéré calculé en application des formules visées ci-dessus ne pourra plus être exercé en cas de Cotation.

10.3.5 Chaque titulaire d'Actions P3 souhaitant exercer son droit de conversion concomitamment ou après réalisation d'une Emission le notifiera à la Société (via son représentant légal). La conversion des actions et l'incorporation de tout ou partie de la prime d'émission bloquée correspondante au capital social seront réputées être réalisées à la date de réception de cette notification par la Société.

De manière générale, l'ensemble des valeurs définies ci-dessus fera l'objet des ajustements nécessaires afin de tenir compte de toute division ou regroupement des titres de la Société.

Le Président ou tout autre organe compétent sera ensuite tenu de constater, conformément à l'article L.228-12 du Code de commerce, le nombre et montant nominal des actions issues de la conversion des actions de préférence initiales et apporterait les modifications nécessaires aux clauses des statuts relatives au montant du capital social et au nombre de titres qui le composent.

10.4. Dividende préciputaire et cumulatif

(a) En l'absence de cession des Actions P3 au plus tard le 31 décembre 2026 sauf opération de reclassement de titres intragroupe et sauf dérogation pouvant être donnée par des titulaires d'Actions P3 détenant ensemble au moins 60% des Actions P3, la Société distribuera au titre de chaque exercice où cela sera possible, à savoir en cas d'exercice bénéficiaire et/ou d'existence d'un report à nouveau positif ou de réserves distribuables, ce résultat bénéficiaire, report à nouveau positif et/ou ces réserves distribuables dans les conditions visées aux présentes.

Dans ce cadre et à compter de l'assemblée générale de la Société appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026, chaque Action P3 confèrera à son titulaire, sans préjudice de l'application des dispositions légales, un dividende préciputaire et cumulatif, d'un montant calculé par référence au prix de souscription unitaire (somme de la valeur nominale et de la prime d'émission après ajustement éventuel à la suite du mécanisme de *ratchet* ou de tout regroupement, division ou modification de la valeur nominale des actions de la Société) de ladite Action P3 par son titulaire (ci-après le « **Montant de Référence** ») tel que ci-après défini :

- au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2026, un dividende d'un montant égal à 10 % du Montant de Référence,

- au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2027, un dividende d'un montant égal à 12 % du Montant de Référence, auquel s'ajoutera, le cas échéant et dans les conditions visées ci-après au point 10.4 (c), le montant de tout Dividende Préciputaire dû au titre d'un exercice antérieur n'ayant pas été distribué du fait de l'insuffisance de Sommes Distribuables tel que ce terme est défini ci-après,

- au titre (i) de l'exercice clos le 31 décembre 2028 et de (ii) chacun des exercices clos à compter du 1er janvier 2029, un dividende, pour chaque exercice, d'un montant égal à 15 % du Montant de Référence, auquel s'ajoutera, le cas échéant et dans les conditions visées ci-après au point 10.4 (c), le montant de tout Dividende Préciputaire dû au titre d'un exercice antérieur n'ayant pas été distribué du fait de l'insuffisance de Sommes Distribuables,

(le « **Dividende Préciputaire** »).

(b) Le dividende de la Société sera déterminé dans la limite du bénéfice de l'exercice concerné diminué des pertes antérieures et des dotations pour la réserve légale et le cas échéant les réserves statutaires, augmenté, le cas échéant, du report à nouveau bénéficiaire, des réserves distribuables (dont ne fait pas partie la réserve bloquée relative à l'exercice du droit ratchet par les titulaires des Actions P3), primes d'émission, d'apports, de fusion ou tout autre prime assimilée, de telle sorte que la répartition du dividende se fera au titre de chaque exercice écoulé à compter de l'exercice social clos le 31 décembre 2026 dans l'ordre suivant :

- distribution, le cas échéant, du montant reporté de Dividende Préciputaire n'ayant pas pu être distribué antérieurement du fait de l'insuffisance de Sommes Distribuables ;

- distribution du Dividende Préciputaire, prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de

l'exercice, en ce compris le solde créditeur du report à nouveau et, en cas d'insuffisance ou d'absence de bénéfice distribuable de l'exercice, prélevé pour le solde ou l'intégralité sur les réserves distribuables (dont ne fait pas partie la réserve bloquée relative à l'exercice du droit ratchet par les titulaires d'Actions P3), primes d'émission, d'apports, de fusion ou toute autre somme pouvant être mise en distribution (dénommées ensemble les « **Sommes Distribuables** ») avec l'indication expresse par l'assemblée générale statuant en la forme ordinaire des postes de réserves et/ou primes sur lesquels les prélèvements seront effectués ;

- le solde est à la disposition des associés qui, sur proposition de l'organe compétent de la Société, peuvent en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés, quelle que soit la catégorie d'actions qu'ils détiennent, à titre de dividende.

(c) Si les Sommes Distribuables d'un exercice écoulé sont insuffisantes pour couvrir le Dividende Préciputaire dû au titre de l'exercice écoulé, le solde non versé sera prélevé par priorité sur les Sommes Distribuables des exercices suivants tant qu'il existera des Actions P3 et ce, avant toute distribution d'un autre dividende.

(d) En cas de modification de la date de clôture de l'exercice social, il sera procédé à un ajustement corrélatif des conditions d'attribution du Dividende Préciputaire.

(e) chaque titulaire d'Actions P3 pourra décider, pour un ou plusieurs exercices donnés, de refuser le bénéfice du Dividende Préciputaire devant lui revenir en application des stipulations qui précèdent ; étant précisé qu'en tout état de cause les titulaires d'Actions P3 détenant ensemble au moins 60 % des Actions P3 peuvent décider, au titre d'un ou plusieurs exercices donnés, qu'aucun Dividende Préciputaire sera dû.

10.5. Conversion en actions ordinaires des actions de préférence

Chaque Action de Préférence sera automatiquement et instantanément convertie en un nombre d'Actions Ordinaires calculé en application des stipulations de l'article 10.2.4 ci-dessus, immédiatement avant la première cotation des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé au Royaume Uni, en France, en Allemagne, ou sur le marché Euronext Growth d'Euronext, sur le Nasdaq National Market ou le New York Stock Exchange aux Etats-Unis d'Amérique, mais sous réserve de la cotation effective desdites actions (la « **Cotation** »).

Par ailleurs chaque Action de Préférence pourra être librement et à tout moment convertie, sur simple demande de leur titulaire, en une Action Ordinaire.

ARTICLE 11. LOCATION D'ACTIONS

La location des actions de la Société est interdite.

TITRE III
DIRECTION ET GOUVERNANCE DE LA SOCIETE

ARTICLE 12. PRESIDENCE DE LA SOCIETE

12.1. Désignation du président

La Société est dirigée par un président qui peut être soit une personne physique, soit une personne morale, associé ou non de la Société.

La personne morale président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président, personne physique, ou le représentant de la personne morale président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail, sous réserve du respect des dispositions légales.

Le président est nommé et renouvelé dans ses fonctions par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16, avec l'accord préalable du Comité Stratégique.

12.2. Durée des fonctions du président

La durée des fonctions du président est fixée aux termes de la décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16 qui le nomme et avec l'accord préalable du Comité Stratégique.

Elle peut être déterminée ou indéterminée.

A défaut d'avoir été fixée par décision collective ou dans les statuts constitutifs, la durée des fonctions du président est indéterminée.

Le mandat du président est renouvelable sans limitation.

Le président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois lequel pourra être réduit ou supprimé par la décision du Comité Stratégique prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 14.6.3 qui aura à statuer sur son remplacement.

Les fonctions du président cessent immédiatement et de plein droit par son décès, son incapacité, sa faillite personnelle, son interdiction de gérer, sa démission (sous réserve du respect du préavis) ou sa révocation.

Les fonctions du président personne morale prennent également fin en cas d'ouverture à son encontre d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire ou en cas de dissolution amiable.

Dans les autres cas, le mandat du président prend fin à l'issue de la décision collective des associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, intervenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat du président.

La cessation de ses fonctions par le président n'entraîne pas la dissolution de la Société.

12.3. Révocation du président

Le président est révocable à tout moment, *ad nutum*, par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16.2, sous réserve de l'autorisation préalable du Comité Stratégique dans les conditions définies à l'ARTICLE 14.6.3.

Le président ne pourra prétendre à ce titre à une quelconque indemnité.

12.4. Rémunération

Le président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16 et avec l'accord préalable du Comité Stratégique.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou variable. Elle pourra également comprendre des primes de rémunération.

En outre, le président est remboursé de ses frais raisonnables de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

12.5. Pouvoirs du président

Le président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans l'ordre interne, le président exerce ses fonctions sous réserve des pouvoirs que la loi et les statuts attribuent aux autres organes de la Société. Le président ne peut, sans l'accord préalable du Comité Stratégique, prendre au nom de la Société une décision visée à l'ARTICLE 14.6.3.

Le président prépare et arrête les comptes annuels, le rapport de gestion ainsi que les autres documents mentionnés à l'article L. 232-1 du Code de commerce. Le cas échéant, le président doit mettre à la disposition du commissaire aux comptes dans les conditions prévues par la loi et les soumettre à l'approbation des associés au plus tard avant la clôture de l'exercice suivant.

Plus généralement, lorsque les associés sont convoqués en vue de la prise d'une décision collective, le président établit les documents dont la préparation est requise par la loi et les met à la disposition des associés préalablement à la décision collective.

12.6. Délégation des pouvoirs du président

Le président peut déléguer à toute personne de son choix, avec ou sans faculté de subdéléguer, certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Le président peut à tout moment révoquer toute délégation de ses pouvoirs.

12.7. Représentation du personnel

Dans les rapports entre la Société et les représentants du personnel, le président constitue l'organe social auprès duquel ces représentants exercent le cas échéant les droits définis par les articles L. 2312-72 à L. 2312-76 du Code du travail.

Le président organise pour toutes les échéances importantes, notamment l'arrêté des comptes annuels, des réunions en présence desdits représentants et ne prend sa décision qu'après que ceux-ci aient pu s'exprimer.

ARTICLE 13. DIRECTEURS GENERAUX / DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES

13.1. Désignation de directeurs généraux

La collectivité des associés, sous réserve de l'accord préalable du Comité Stratégique, peut décider de nommer un ou plusieurs directeurs généraux ou directeurs généraux délégués, personnes physiques ou morales, associés ou non de la Société.

La personne morale directeur général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination, ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Les directeurs généraux et les directeurs généraux délégués sont nommés et renouvelés dans leurs fonctions par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16, avec l'accord préalable du Comité Stratégique.

Les directeurs généraux sont soumis aux mêmes règles en matière de responsabilité que le président de la Société.

Les directeurs généraux, personnes physiques, peuvent être également liés à la Société par un contrat de travail, sous réserve du respect des dispositions légales.

13.2. Durée des fonctions de directeur général

La durée des fonctions d'un directeur général est fixée aux termes de la décision collective des associés prise dans les conditions définies l'ARTICLE 16 qui le nomme et avec l'accord préalable du Comité Stratégique.

Elle peut être déterminée ou indéterminée.

A défaut d'avoir été fixée par décision collective ou dans les statuts constitutifs, la durée des fonctions d'un directeur général est indéterminée

Le mandat de directeur général est renouvelable sans limitation.

Un directeur général peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois lequel pourra être réduit ou supprimé par la décision du Comité Stratégique prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 14.6.3 qui aura à statuer sur son remplacement.

Les fonctions de directeur général cessent immédiatement et de plein droit par son décès, son incapacité, sa faillite personnelle, son interdiction de gérer, sa démission (sous réserve du respect du préavis) ou sa révocation.

Les fonctions de directeur général personne morale prennent également fin, en cas d'ouverture à son encontre d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire ou en cas de dissolution amiable.

Dans les autres cas, le mandat de directeur général prend fin à l'issue de la décision de la collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, intervenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit directeur général.

13.3. Rémunération des directeurs généraux

Chaque directeur général peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées
par décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16 et avec l'accord préalable du Comité Stratégique.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou variable. Elle pourra également comprendre des primes de rémunération.

En outre, chaque directeur général est remboursé de ses frais raisonnables de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

13.4. Révocation des directeurs généraux

Chaque directeur général est révocable à tout moment, *ad nutum*, sur proposition du Président par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16.2, sous réserve de l'autorisation préalable du Comité Stratégique dans les conditions définies à l'ARTICLE 14.6.3.

Chaque directeur général ne pourra prétendre à ce titre à une quelconque indemnité.

13.5. Pouvoirs des directeurs généraux

Les directeurs généraux ont pour mission d'assister le président de la Société dans l'exercice de sa mission.

Chaque directeur général est investi du même pouvoir de représentation de la Société à l'égard des tiers que celui du président.

Chaque directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes d'un directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans l'ordre interne, chaque directeur général exerce ses fonctions sous réserve des pouvoirs que la loi et les statuts attribuent aux autres organes de la Société.

Dans l'ordre interne, les décisions listées à l'ARTICLE 14.6.3 ci-dessous ne pourront être prises par le directeur général qu'avec l'accord préalable du Comité Stratégique.

Le présent ARTICLE 13 s'applique *mutatis mutandis* à tout directeur général délégué.

ARTICLE 14. COMITE STRATEGIQUE

14.1. Organisation générale

La Société est dotée d'un comité stratégique (le « **Comité Stratégique** »).

14.2. Composition

(a) Membres - Nomination - Le Comité Stratégique est composé de sept (7) membres au plus (les « **Membres du Comité Stratégique** »).

Les Membres du Comité Stratégique sont nommés par décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16.

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges, le Comité Stratégique peut, entre deux décisions collectives des associés délibérant sur les comptes sociaux de l'exercice, procéder à des nominations à titre provisoire. Les nominations provisoires effectuées par le Comité Stratégique sont soumises à ratification de la prochaine décision collective ordinaire des associés. Le Membre du Comité Stratégique nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

(b) Personnes physiques ou morales - Les Membres du Comité Stratégique peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Lorsqu'une personne morale est nommée Membre du Comité Stratégique, elle exerce ses fonctions par l'entremise de son représentant légal ou d'un représentant permanent qu'elle nomme à cet effet et qu'elle peut remplacer à tout moment.

(c) Durée des fonctions - Révocation - Les Membres du Comité Stratégique sont nommés pour une durée de trois (3) ans renouvelables. Les Membres du Comité Stratégique sont toujours rééligibles.

Les Membres du Comité Stratégique peuvent être révoqués à tout moment, *ad nutum*, sans préavis ni indemnité, par décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16.

Les fonctions des Membres du Comité Stratégique prennent également fin par la démission, l'interdiction de gérer une société, et (i) pour les personnes physiques, par le décès ou l'incapacité, ou (ii) s'agissant de personnes morales, le terme, la dissolution et la mise en liquidation judiciaire.

(d) Invités permanents - le Comité Stratégique pourra également comprendre des invités permanents nommés et révoqués par décision du Comité Stratégique.

Les invités permanents devront être convoqués à chaque réunion du Comité Stratégique au même titre que les membres du Comité Stratégique. Ils ne disposeront à titre individuel ou collectif que de pouvoirs consultatifs et ne disposeront pas du droit de vote au Comité Stratégique.

14.3. Statut des Membres du Comité Stratégique

(a) Rémunération - Les membres du Comité Stratégique ne sont pas rémunérés au titre de leur mandat sauf décision contraire de la collectivité des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16.

(b) Frais - Les frais raisonnables encourus par les Membres du Comité Stratégique dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, sont remboursés au Membre du Comité Stratégique concerné sur présentation des justificatifs correspondants.

(c) Contrat de travail - Un Membre du Comité Stratégique peut conclure avec la Société un contrat de travail, à condition que ce contrat corresponde à un emploi réel.

Un salarié de la Société peut être nommé Membre du Comité Stratégique. Son contrat de travail doit correspondre à un emploi réel et distinct de celui de Membre du Comité Stratégique. La révocation de ses fonctions de Membre du Comité Stratégique n'a pas pour effet de résilier son contrat de travail.

14.4. Organisation du Comité Stratégique

(a) Organe collégial - Le Comité Stratégique est un organe collégial composé de plusieurs Membres du Comité Stratégique prenant les décisions de sa compétence.

(b) Présidence du Comité Stratégique - Le président du Comité Stratégique est élu parmi les Membres du Comité Stratégique à la majorité simple.

Le président du Comité Stratégique organise et dirige les travaux du Comité Stratégique. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les Membres du Comité Stratégique sont en mesure de remplir leur mission.

La durée du mandat du président du Comité Stratégique sera celle de son mandat de Membre du Comité Stratégique de sorte que son mandat de président du Comité Stratégique prendra automatiquement fin dès lors qu'il ne sera plus Membre du Comité Stratégique.

Le président du Comité Stratégique disposera d'une voix prépondérante en cas de partage des voix, sauf dans le cadre des décisions visées à l'Article 14.6.3.

(c) Comités - Le Comité Stratégique peut constituer tout comité.

14.5. Délibérations du Comité Stratégique

(a) Réunions - Conférences - Actes écrits - Les Membres du Comité Stratégique se réunissent, soit au siège social, soit en tout autre endroit en France ou à l'étranger, aussi souvent que l'intérêt de la Société ou les dispositions légales l'exigent et au moins une fois tous les trois (3) mois, soit au moins quatre (4) fois par an.

Les délibérations du Comité Stratégique peuvent être également prises, au choix du président du Comité Stratégique, en consultation par voie de conférence téléphonique, vidéo, consultation écrite ou électronique ou par la signature par tous les Membres du Comité Stratégique d'un acte unanime.

(b) Convocation - Les Membres du Comité Stratégique sont convoqués aux séances du Comité Stratégique par le président du Comité Stratégique ou par l'un des Membres du Comité Stratégique.

Quel que soit le mode de délibération, la convocation doit être faite par tout moyen de communication écrite et, notamment, par voie de courrier électronique, au moins huit (8) jours avant la date de la délibération du Comité Stratégique. Le Comité Stratégique peut toutefois se réunir à tout moment et sans délai en cas d'urgence ou si tous les Membres du Comité Stratégique sont présents ou représentés.

(c) Ordre du jour - L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Le Comité ne pourra délibérer sur une question qui ne figure pas à l'ordre du jour, sauf accord de tous les Membres du Comité Stratégique.

(d) Présidence des séances - Les séances du Comité Stratégique sont présidées par son président, ou, à défaut, par un Membre du Comité Stratégique choisi par le Comité Stratégique au début de la séance.

(e) Quorum - Participation - Le Comité Stratégique peut valablement délibérer si la moitié au moins des Membres du Comité Stratégique sont présents ou représentés.

La participation d'un Membre du Comité Stratégique à une réunion résulte soit de sa présence, soit de sa participation par conférence téléphonique ou vidéo conférence, soit de sa représentation par un autre Membre du Comité Stratégique de son choix auquel il a donné pouvoir. En cas de consultation écrite, électronique ou par signature d'un acte unanime, la participation résulte de la réponse à la consultation ou de la signature de l'acte, selon le cas.

(f) Majorité - Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des Membres du Comité Stratégique présents ou représentés.

(g) Procès-verbaux - Registre - Les délibérations du Comité Stratégiques sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et par au moins un Membre du Comité Stratégique ayant participé aux délibérations. Ces procès-verbaux sont diffusés aux Membres du Comité Stratégique par courrier, télécopie ou e-mail dès que possible après leur signature. Les procès-verbaux sont classés par ordre chronologique et conservés dans un registre spécial, qui peut être tenu sous forme électronique, ou sur feuillets mobiles.

14.6. Missions et pouvoirs du Comité Stratégique

14.6.1. Administration de la Société

(a) Pouvoir - La Société est contrôlée par le Comité Stratégique. Le Comité Stratégique assure le suivi et le contrôle des orientations de l'activité de la Société par le président et, le cas échéant, le directeur général, et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément réservés aux associés et au président et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

(b) Autres pouvoirs de décision spécifiques - En complément des pouvoirs visés ci-dessus et dans les autres articles des Statuts, le Comité Stratégique autorise les opérations visées à l'ARTICLE 14.6.3 des statuts.

14.6.2. *Information*

(a) Information - Chaque Membre du Comité Stratégique reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Il peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

(b) Confidentialité – Chacun des Membres du Comité Stratégique s'engage à observer la plus grande discrétion concernant les informations communiquées dans le cadre du Comité Stratégique.

14.6.3. *Opérations soumises à l'autorisation préalable du Comité Stratégique*

Les opérations et décisions suivantes, concernant la Société ou l'une quelconque de ses filiales, ne peuvent être décidées par le président (ou les directeurs généraux, délégués ou non) ou les associés qu'après obtention de l'autorisation préalable du Comité Stratégique, statuant dans les conditions de l'ARTICLE 14.5 :

(a) toute modification de l'orientation stratégique ou toute modification substantielle de l'activité de la Société ou d'une de ses filiales ;

(b) tout lancement d'une nouvelle activité stratégique ou cessation d'activité stratégique de la Société non conforme au budget annuel ;

(c) toute décision relative à l'adoption du budget annuel et toute décision relative à la modification de ce budget annuel ;

(d) toute décision relative à l'adoption du *business plan* et toute décision relative à la modification du *business plan* ;

(e) les investissements, désinvestissements, achats ou ventes d'actifs par la Société ou une de ses filiales ne figurant pas au budget annuel et sortant du cours normal des affaires, ce qui sera présumé s'ils excèdent, en une ou plusieurs fois, la somme de 150.000 euros H.T par projet ;

(f) tout engagement, quelle qu'en soit la nature, ne figurant pas au budget annuel et sortant du cours normal des affaires, ce qui sera présumé s'il excède, en une ou plusieurs fois, la somme de 150.000 euros H.T par projet ;

(g) tout projet d'endettement (hors endettement courant d'exploitation) et toute modification de l'endettement existant, tels que, par exemple, les emprunts bancaires, les avances en compte courant d'associés, les emprunts obligataires, et, plus généralement tout engagement ne figurant pas au budget annuel et excédant, en une ou plusieurs fois, la somme de 150.000 euros par projet ;

(h) l'octroi par la Société ou une de ses filiales de tout prêt, sûreté, cautionnement, aval ou garantie dépassant un montant unitaire de 40.000 euros ou une limite globale annuelle de 80.000 euros, ne figurant pas au budget annuel, à l'exception des concours de fonctionnement entrant dans le cours normal des affaires (tels que crédits documentaires, couverture de taux ou de change ou cautions en douane) ;

(i) toute décision d'aliéner, de transférer ou de nantir le fonds de commerce de la Société, un droit de propriété intellectuelle ou un actif essentiel ou stratégique détenu ou utilisé par la Société et, plus généralement tout engagement relatif au fonds de commerce de la

Société, à un droit de propriété intellectuelle ou à un actif essentiel ou stratégique détenu ou utilisé par la Société ;

(j) tout rachat ou amortissement par la Société ou une de ses filiales de ses propres titres ;

(k) accord de partenariat avec une société industrielle du même secteur d'activité que celui de la Société et sortant du cours normal des affaires ;

(l) toute création, dissolution ou fermeture de filiales, d'établissements ou de succursales par la Société, ainsi que toute prise ou transfert de participation majoritaire ou minoritaire dans toute société ou autre entité par la Société, quelle que soit la forme juridique d'une telle opération, ainsi que tout transfert de titres de filiales ;

(m) toute décision de suspension ou d'arrêt ou de cession d'une branche d'activité de la Société ou d'une de ses filiales ;

(n) toute prise de participation dans une autre société ;

(o) toute modification des statuts de la Société (autre que résultant d'une émission de titres ou d'une modification rendue nécessaire pour mettre les statuts en conformité avec les prescriptions légales) ou d'une de ses filiales ;

(p) toute opération sur le capital de la Société ou d'une de ses filiales, ou autres émissions de valeurs mobilières ;

(q) toute opération de fusion, scission, apport partiel d'actifs, réduction de capital, création de catégorie d'actions, émission d'actions de préférence, modification ou conversion des droits attachés à une catégorie d'actions ;

(r) toute décision visant la fixation de la liste des attributaires de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou actions gratuites (les « **Options** »), de la quotité attribuée à chacun ainsi que la fixation des conditions et modalités d'exercice (notamment calendrier de *vesting* et cas de caducité) des Options, ainsi que, lorsque les termes des Options prévoient la validation d'objectifs comme condition d'exerçabilité desdites Options, la validation desdits objectifs ; de manière générale, toute mise en place et/ou la modification de tous plans d'intéressement et/ou plans d'Options destinés aux salariés ou aux mandataires sociaux ou aux consultants ;

(s) toute décision de remboursement de comptes courants d'associés ;

(t) toute décision d'introduction en bourse de la Société ou de toute filiale ou nomination d'une banque ou de tout autre intermédiaire financier en vue d'une telle introduction en bourse ;

(u) toute décision de nomination, de révocation, de recrutement ou de licenciement des mandataires sociaux ou des dirigeants et fixation / modification de leur rémunération directe ou indirecte (en ce compris, notamment, toute rémunération fixe, variable, avantage en nature, etc.) ;

(v) toute décision de recrutement de salarié dont la rémunération annuelle brute totale (y compris part variable, avantages et commissions) est supérieure à 80.000 euros et fixation / modification de sa rémunération (en ce compris, notamment, toute rémunération fixe, variable, avantage en nature, etc.) ;

(w) toute conclusion, modification ou résiliation de tout contrat ou engagement (y compris tout engagement hors bilan) avec un dirigeant, un associé ou toute société affiliée de cet associé ou, s'agissant d'un associé personne physique, un ascendant, descendant ou conjoint de cet associé, et plus généralement toute convention visée aux articles L. 227-10 et suivants du Code de commerce ;

(x) toute décision d'engager une action en justice ou de conclure une transaction relativement à une instance/action judiciaire dont l'impact financier pour la Société excéderait 100.000 euros ;

(y) tout transfert total hors de France de la recherche & développement et/ou du site de production principal ;

(z) toute distribution de dividendes ;

(aa) ouverture d'une procédure visée au Livre VI du Code de Commerce (sans préjudice du droit du représentant légal de déposer une déclaration de cessation des paiements).

Afin de tenir compte de l'évolution de la Société, les limites en montant ou en valeur indiquées ci-dessus pourront être révisées chaque année par décision du Comité Stratégique. Le cas échéant, le président de la Société est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Il est en tant que de besoin précisé que les dispositions du présent article ne dispensent pas d'un quelconque vote de la collectivité des associés exigé par la loi ou aux termes des présents statuts, mais s'y ajoutent.

Limitation des pouvoirs du président de la Société et du directeur général - Dans l'ordre interne à la Société, non opposable aux tiers, le président et le directeur général doivent consulter et demander son autorisation au Comité Stratégique, donnée dans les conditions prévues au présent l'ARTICLE 14.6.3, avant de prendre toute décision, réaliser toute opération ou action, passer tout acte ou conclure toute convention pour le compte de la Société dans les domaines visés ci-avant sous les points (a) à (aa).

Modalité d'obtention de l'autorisation préalable du Comité Stratégique pour les décisions visées à l'ARTICLE 14.6.3 – L'autorisation préalable du Comité Stratégique aux décisions visées au présent l'ARTICLE 14.6.3 peut être valablement obtenue, sans qu'il soit besoin de tenir une réunion physique du Comité Stratégique, par la réponse expresse et écrite des membres du Comité Stratégique, qui peut être obtenue par tout moyen écrit, notamment par voie de courrier électronique, dans le respect des conditions de quorum et de majorité définies au présent ARTICLE 14 et sous réserve d'interroger l'ensemble des Membres du Comité Stratégique.

ARTICLE 15. AUTRES COMITES

Sur proposition du Comité Stratégique, la collectivité des associés, statuant par voie de décision collective prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16, peut décider de la création d'un ou plusieurs autres comités chargés, soit d'étudier toutes questions sur lesquelles il souhaiterait recueillir un avis, soit de l'assister dans la surveillance de l'administration générale de la Société.

La décision par laquelle la collectivité des associés décide de créer tout autre comité fixera en particulier les règles du comité, et notamment sa composition, le statut de ses membres, ses attributions, les conditions de son fonctionnement, les modalités de quorum et de vote ainsi que les relations de ce comité avec les autres organes de la Société.

Cette décision fixe en outre la dénomination dudit comité (telle que, à titre d'exemples seulement, comité d'investissement, comité de rémunération, etc.).

TITRE IV
DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 16. DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

16.1. Principes

16.1.1. Typologie des décisions collectives

Sauf s'il en est autrement disposé par les présents statuts, les associés s'expriment collectivement par voie de décision prise à la majorité ou à l'unanimité, selon leurs champs respectifs d'application tels que définis ci-après.

Les pouvoirs qui sont dévolus à la collectivité des associés dans le cadre de la Société pluripersonnelle sont exercés par l'associé unique lorsque la Société est unipersonnelle.

16.1.2. Quorum

Les décisions collectives ne sont valablement prises que si les associés présents et représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à la réunion par des moyens de conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication à distance dont la nature et les conditions d'application sont fixées, le cas échéant, par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

16.1.3. Majorités

Les décisions collectives sont valablement prises à la majorité simple des voix dont disposent les associés présents et représentés.

16.2. Champ d'application des décisions collectives

Sont prises par voie de décision majoritaire, les décisions relatives :

- au transfert du siège social de la Société en tout autre lieu que la région Ile-de-France,
- à l'approbation des comptes annuels et l'affectation du résultat, au versement de dividendes ou d'acomptes sur dividendes, et à la distribution de réserves,
- à l'approbation de toute convention réglementée,
- à la nomination, révocation et au renouvellement du président,
- à la nomination, révocation et au renouvellement des directeurs généraux,
- à la rémunération du président et des directeurs généraux,
- à la nomination, au renouvellement ou au remplacement des commissaires aux comptes,

- à la nomination, au renouvellement et à la révocation des membres du Comité Stratégique,

- à l'émission par la Société ou l'une de ses filiales de valeurs mobilières, simples ou composées, donnant accès ou pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, au capital social,

- à toute décision emportant modification des statuts ne relevant pas de la compétence du président conformément à la loi ou aux statuts,

- à l'émission par la Société ou l'une de ses filiales d'un emprunt obligataire et, de manière plus générale, de tout titre de créance,

- à toute augmentation, amortissement ou réduction de capital, à la fusion, la scission ou l'apport partiel d'actifs de la Société,

- à l'octroi par la Société de sûretés réelles ou personnelles,

- à l'adhésion de la Société à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société,

- à la création d'autres comités statutaires en application de l'ARTICLE 15 des statuts,

- à la cession ou mise en location-gérance par la Société de son fonds de commerce,

- à l'introduction en bourse de la Société, que ce soit sur un marché règlementé ou non, et

à la dissolution anticipée et la liquidation de la Société.

- Sont également prises par voie de décision majoritaire, toute décision relevant expressément de la compétence de la collectivité des associés en vertu de la loi ou des statuts et ne rentrant pas expressément dans le champ de compétence des décisions unanimes.

16.2.1. Décisions unanimes

Sont prises par voie de décision unanime, l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires visées aux articles L. 227-13, et L. 227-17 du Code de commerce, ainsi que toutes décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un associé.

16.2.2. Autres décisions

Sauf indication contraire des statuts, toute autre décision relève de la compétence du président et, le cas échéant, du ou des directeurs généraux.

16.3. Assemblées spéciales

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée.

Les décisions des assemblées spéciales ne sont valablement adoptées que si les titulaires présents et représentés possèdent au moins sur première convocation, la moitié, et sur deuxième convocation, le quart des titres ayant le droit de vote et dont il est envisagé de modifier les droits. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième décision peut être prorogée à une date postérieure de deux (2) mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée et il est toujours nécessaire que le quorum du cinquième soit atteint.

Elles statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les titulaires présents ou représentés.

16.4. Modalités de consultation des associés

16.4.1. Dispositions applicables à tous les modes de consultation

Les décisions collectives des associés sont convoquées aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige à l'initiative, soit du président, soit d'un directeur général, soit d'un ou plusieurs associés représentant au moins 10 % du capital social.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et, sous réserve de l'existence éventuelle d'actions à droit de vote multiple, dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter, pour la prise des décisions collectives, par toute personne de son choix, associé ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au président.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant un ordre du jour, le texte des projets résolutions ou de décisions envisagées et tous documents et informations requis par la loi permettant à la collectivité des associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions ou décisions présentées à leur approbation.

Sauf cas exceptionnel ou urgence, cette information doit faire l'objet d'une communication (par tout moyen écrit, y compris par courrier électronique) ou d'une mise à disposition au siège social de la Société intervenant huit (8) jours au moins avant la date de la consultation.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2312-77 du Code du travail, en cas d'urgence, les représentants du personnel peuvent demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés. Ils peuvent également requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées.

S'il y a lieu, deux membres du comité social et économique, désignés par le comité et appartenant l'un à la catégorie des cadres techniciens et agents de maîtrise, l'autre à la catégorie des employés et ouvriers, ou les personnes mentionnées aux articles L. 2312-74 et L. 2312-75 du Code du travail peuvent assister aux assemblées générales. Ils sont entendus, à leur demande, lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des associés.

16.4.2. Assemblées Générales

La consultation des associés peut s'effectuer en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, qui devra avoir été adressée à chacun des associés au plus tard quinze (15) jours avant la tenue de l'assemblée, par tout moyen de communication écrite

et, notamment, par voie de courrier électronique. Par exception à ce qui précède, tout titulaire d'Actions P3 qui en ferait la demande écrite expresse recevra, tant qu'il sera associé de la Société, toute convocation au plus tard quinze (15) jours avant la tenue de l'assemblée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale sans délai et peut prendre toute décision sur toutes questions, indépendamment de tout ordre du jour.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence signée par les associés présents ou leur représentant et par le président de séance.

16.4.3. Visioconférence – Vote électronique

Les associés peuvent participer aux assemblées générales et délibérer par voie de visioconférence, sous réserve que les moyens utilisés satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue, ou voter par tous moyens de télécommunication et télétransmission, y compris Internet dans les conditions prévues par la réglementation applicable au moment de son utilisation.

Ceux des associés qui utilisent à cette fin, dans les délais exigés, le formulaire électronique de vote proposé sur le site Internet mis en place par le centralisateur de l'assemblée sont assimilés aux associés présents ou représentés.

La saisie et la signature du formulaire électronique peuvent être directement effectuées sur ce site par tout procédé arrêté par le président et répondant aux conditions définies à la première phrase du deuxième alinéa de l'article 1316-4 du Code civil (à savoir l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant le lieu de la signature avec le formulaire) pouvant notamment constituer un identifiant et un mot de passe.

La procuration ou le vote ainsi exprimés avant l'assemblée par ce moyen électronique, ainsi que l'accusé de réception qui en est donné, seront considérés comme des écrits non révocables et opposables à tous, étant précisé qu'en cas de cession de titres intervenant avant le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence selon le cas, la procuration ou le vote exprimé avant cette date et cette heure.

16.4.4. Consultation écrite

Lorsqu'une décision collective est prise par consultation écrite, le texte des résolutions proposées accompagné du bulletin de vote est adressé par le président à chaque associé par lettre recommandée avec accusé de réception, télécopie ou courrier électronique.

Les associés disposent d'un délai de huit (8) jours suivant la réception de cette consultation pour compléter et adresser, par tout moyen de communication écrite y compris par voie de courrier électronique ou télécopie, au président le bulletin de vote, daté et signé, en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Tout associé n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme ayant approuvé les résolutions proposées.

Pendant le délai de réponse, tout associé peut exiger du président toutes explications complémentaires.

Dans les huit (8) jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

16.4.5. *Acte sous seing privé*

Toute décision collective, quel que soit son objet (y compris toute décision collective relative à l'approbation des comptes annuels), peut résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les associés, étant précisé qu'un associé peut se faire représenter pour la signature de tout acte sous seing privé par toute personne de son choix, associé ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au président.

16.5. Tenue des assemblées

16.5.1. *Pouvoirs*

Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité dès lors que ses actions sont libérées des versements exigibles et inscrites en compte à son nom.

Tout associé peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation.

16.5.2. *Réunion des associés - Constitution du bureau*

Les assemblées générales sont présidées par le président de la Société ou, en son absence, par un directeur général.

En cas de convocation par le ou les commissaires aux comptes, ou par un mandataire de justice, l'assemblée générale est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut l'assemblée élit elle-même son président.

16.5.3. *Procès-verbaux*

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, qui peut être tenu sous forme électronique, ou sur feuillets mobiles.

Ils sont signés par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations (en cas de réunion d'une assemblée, ces informations relatives à l'identité des associés et autres personnes présentes figurent uniquement sur la feuille de présence de l'assemblée), l'ordre du jour ainsi que le texte des résolutions ou décisions et sous chaque résolution ou décision le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, un directeur général ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

En cas de visioconférence, le président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un procès-verbal des délibérations de la séance portant, le cas échéant, mention de la survenance éventuelle d'un incident technique relatif à une visioconférence lorsqu'il a perturbé le déroulement de la séance. Le président adresse aux associés, ou met à leur disposition, dans les meilleurs délais un exemplaire du procès-verbal par tout procédé de communication. Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés sont conservées au siège social.

TITRE V
COMPTES SOCIAUX / AFFECTATION DU RESULTAT

ARTICLE 17. EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 18. COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments de l'actif et du passif et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le président établit, lorsque requis par la loi, le rapport de gestion qui comporte les indications prévues à l'article L. 232-1 du Code de commerce.

Le président établit également, le cas échéant, (i) les comptes consolidés et le rapport de gestion du groupe, et (ii) les documents de gestion prévisionnelle, dans le respect des délais prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La collectivité des associés, délibérant par décision prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, conformément aux dispositions légales.

ARTICLE 19. AFFECTATION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale, ce prélèvement cesse

d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social, il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice distribuable, la collectivité des associés peut décider l'affectation de toutes sommes qu'elle juge à propos au compte de report à nouveau ou à tous comptes de réserves générales ou spéciales.

En outre, la collectivité des associés peut, après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives : en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les modalités de mise en paiement des dividendes ou des acomptes sur dividendes sont fixées par la décision collective des associés ou l'associé unique. La mise en paiement des dividendes en espèces doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Les pertes, s'il en existe, sont affectées au compte de report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou ultérieurs, jusqu'à extinction.

ARTICLE 20. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent, par décision prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16, nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes. Cette désignation devient obligatoire lorsque la Société remplit les conditions déterminées par le Code de commerce.

Lorsque les commissaires aux comptes sont nommés, le contrôle de la Société est exercé dans les conditions fixées par la loi et les règlements.

ARTICLE 21. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Si la Société est dotée d'un commissaire aux comptes, le président de la Société doit l'aviser des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et lui-même, les autres dirigeants, les associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Le président de la Société doit informer le commissaire aux comptes dans le délai d'un (1) mois à compter de la conclusion de ces conventions. Le commissaire aux comptes présente aux associés, lors de l'approbation des comptes annuels, un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport, cette délibération étant mentionnée dans le registre des décisions.

Si la Société n'est pas dotée de commissaire aux comptes, le rapport visé au paragraphe qui précède est établi par le président de la Société.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement pour le président de la Société et les autres dirigeants, d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

TITRE VI
CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL – DISSOLUTION – LIQUIDATION – CONTESTATIONS

ARTICLE 22. CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 23. DISSOLUTION – LIQUIDATION

La dissolution met fin aux fonctions du président, des directeurs généraux et des autres organes sociaux, le cas échéant, le mandat des commissaires aux comptes peut être maintenu.

Les associés conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Si la Société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers. Cette transmission est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Si la Société comprend un seul associé personne physique ou au moins deux associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

La décision collective des associés qui prononce la dissolution règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de sa liquidation, jusqu'à clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention « société en liquidation » ainsi que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à clôture de la liquidation.

Le boni de liquidation après extinction du passif, paiement des frais de liquidation et remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions et, plus généralement, après tout paiement prioritaire imposé par la loi et les règlements applicables est réparti entre les associés en respectant les règles de répartition visées à l'Article 10.2.2 ci-dessus, *mutatis mutandis*.

ARTICLE 24. CONTESTATION

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les associés, le président ou le liquidateur, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du ressort du siège social de la Société.